



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Lot"



FONDS DE SOLIDARITÉ



Données au 30/07/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

<u>Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data gouv.fr</u>

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 34 574 751 976 euros

Nombre d'aides : 10 271 357

Nombre d'entreprises : 2 031 085

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 154 121 428 euros

Nombre d'aides : 1 036 365

Nombre d'entreprises : 212 328

Niveau Départemental : Lot

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 89 455 466 euros

Nombre d'aides: 29 263

Nombre d'entreprises : 6 185



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 09/07/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 139 284 317 339 euros

Nombre de prêts : 685 045

Niveau Régional : Occitanie





Montant total: 9 598 368 234 euros

Nombre de prêts : 67 977

Niveau Départemental : Lot

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 223 897 029 euros

Nombre de prêts : 1 916



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 29/07/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 567 559 465 euros

Nombre de reports : 114 822

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)

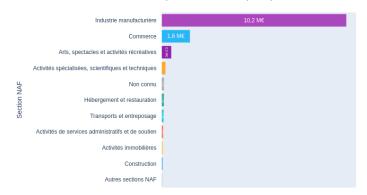


Montant total: 201 773 717 euros

Nombre de reports : 7 607

Niveau Départemental : Lot

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 13 098 833 euros

Nombre de reports : 217



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

<u>Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Occitanie





Montant total: 99 699 360 euros

Nombre d'aides: 127 605

Niveau Départemental : Lot

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 710 760 euros

Nombre d'aides: 4 649



ACTIVITÉ PARTIELLE



Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Occitanie

